

Brochure n° 3019

Convention collective nationale
IDCC : 700. – **PRODUCTION DES PAPIERS, CARTONS
ET CELLULOSES**
(Ingénieurs et cadres)

Brochure n° 3250

Convention collective nationale
IDCC : 1495. – **TRANSFORMATION DES PAPIERS-CARTONS
ET INDUSTRIES CONNEXES**
(OEDTAM)

Brochure n° 3242

Convention collective nationale
IDCC : 1492. – **PRODUCTION DES PAPIERS-CARTONS
ET CELLULOSES**
(OEDTAM)

Brochure n° 3068

Convention collective nationale
IDCC : 707. – **TRANSFORMATION DES PAPIERS-CARTONS
ET DE LA PELLICULE CELLULOSIQUE**
(Ingénieurs et cadres)

ACCORD DU 2 OCTOBRE 2019
RELATIF À L'ACTIVITÉ PARTIELLE ET AU DISPOSITIF « PRO-A »
NOR : ASET1951325M
IDCC : 700, 707, 1492, 1495

Entre :
UNIDIS,
D'une part, et
FILPAC CGT ;
FCE CFDT ;

FG FO construction ;

FBP CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Au regard des profondes transformations économiques enregistrées dans les industries de la production et de la transformation du papier et du carton, les partenaires sociaux conviennent de l'urgence de traiter la question de l'activité partielle en favorisant l'employabilité des salariés en activité partielle pour leur permettre d'accéder à des formations certifiantes via le dispositif de « la reconversion ou promotion par alternance » (ci-après « Pro-A »).

Dans ce contexte, les partenaires sociaux ont considéré qu'il était crucial – sans attendre la conclusion d'un accord global relatif à la formation professionnelle – de faire un accord spécifique et à durée déterminée sur le dispositif de la Pro-A à destination des salariés en activité partielle.

Pour rappel, conformément aux dispositions des articles R. 5122-1 et suivants du code du travail, tout employeur peut placer ses salariés en position « d'activité partielle » lorsque l'entreprise est contrainte de réduire ou de suspendre temporairement son activité pour l'un des motifs suivants :

- la conjoncture économique ;
- des difficultés d'approvisionnement en matières premières ou en énergie ;
- un sinistre ou des intempéries de caractère exceptionnel ;
- la transformation, restructuration ou modernisation de l'entreprise ;
- toute autre circonstance de caractère exceptionnel.

Article 1^{er}

Objet de l'accord

Le présent accord a pour objet de fixer le cadre de la mise en œuvre de la Pro-A définie aux articles L. 6324-1 et suivants du code du travail pour les entreprises et les salariés en activité partielle relevant du champ d'application visé.

Article 2

Champ d'application de l'accord

Le champ d'application géographique du présent accord est national, au sens de l'article L. 2222-1 du code du travail.

Les dispositions du présent accord sont applicables aux activités économiques visées dans les dispositions conventionnelles suivantes :

- n° 3242 (IDCC 1492) : convention collective nationale des OETAM de la production des papiers, cartons et celluloses du 20 janvier 1988 ;
- n° 3250 (IDCC 1495) : convention collective nationale des OETAM de la transformation des papiers et cartons et des industries connexes du 16 février 1988 ;
- n° 3011 (IDCC 0700) : convention collective nationale des ingénieurs et cadres de la production des papiers, cartons et cellulose du 4 décembre 1972 ;
- n° 3068 (IDCC 0707) : convention collective nationale des ingénieurs et cadres de la transformation des papiers, cartons et de la pellicule cellulosique du 21 décembre 1972.

Article 3

Salariés concernés

Les modalités du présent accord ne s'appliquent qu'aux salariés en activité partielle et s'inscrivent dans le dispositif Pro-A sous réserve du respect dans la mise en œuvre tant des dispositions conventionnelles ci-après convenues que celles légales et réglementaires applicables à ces dispositifs.

Article 4

Certifications visées

Dans le cadre du présent accord, les parties signataires dressent la liste suivante des certifications professionnelles éligibles à la Pro-A.

Article 4.1

Certification de qualification professionnelle papier carton/certification de qualification professionnelle interbranches

Sont éligibles à la PRO-A pour les salariés relevant de l'activité partielle les formations certifiantes ci-après :

Les CQP papier carton et les blocs de compétences de ceux-ci (avec les intitulés issus de l'arrêté du 11 décembre 2018 portant enregistrement au répertoire national des certifications professionnelles) :

- CQP conducteur de machine à papier (papier carton) ;
- CQP aide conducteur/opérateur de machine à papier (papier carton) ;
- CQP opérateur de fabrication de pâtes (papier carton) ;
- CQP conducteur en transformation (papier carton) ;
- CQP aide conducteur/opérateur en transformation (papier carton) ;
- CQP opérateur bioénergie (papier carton) ;
- CQP technico-commercial (papier carton) ;
- CQP technicien de maintenance (papier carton) ;
- CQP concepteur d'emballages (papier carton).

Les parties conviennent que les éventuels CQP papier-carton créés postérieurement à la signature du présent accord s'intégreront automatiquement à cette liste, dès lors que la création de ce CQP se produit avant le terme du présent accord.

Les CQPI (nonobstant le fait que certains CQPI aient pu être déposés par une autre CPNEF) mis en œuvre selon les modalités de la branche professionnelle papier carton ⁽¹⁾

- CQPI agent logistique ;
- CQPI opérateur de maintenance industrielle ;
- CQPI opérateur qualité ;
- CQPI technicien qualité ;
- CQPI conducteur d'équipements industriels ;
- CQPI animateur d'équipe domaine industriel ;
- CQPI assistant ;
- CQPI technico-commercial domaine industriel ;
- CQPI technicien de la maintenance industrielle.

(1) L'intersecteur du papier carton impose notamment que les CQP se fassent avec :

- les phases de positionnement, évaluation et jury paritaire ;
- les outils (ex livret de positionnement) identifiés pour chacune de ces phases ;
- les organismes habilités.

Article 4.2

Enjeux face aux mutations de l'activité et aux risques de l'obsolescence des compétences

Les parties signataires indiquent que les certifications visées ci-dessus ont été conçues par la branche professionnelle à la suite d'études GPEC (notamment sur les problématiques d'évolutions des compétences, de métiers en tension ou émergents...) réalisées notamment par l'observatoire paritaire des métiers et qualifications. En outre, ces certifications ont été conçues en lien très étroit avec les industriels de la filière afin d'être au plus près des fortes mutations technologiques que l'industrie de la production et de la transformation du papier carton a pu enregistrer ces dernières années et des projections sur les nouvelles compétences. Une étude réalisée pour la commission paritaire nationale emploi et formation (ci-après « CPNEF ») entre 2015-2016 spécifiquement sur les besoins en compétences a fait apparaître une forte demande des entreprises pour la création de certifications professionnelles « cœur de métier » ⁽¹⁾.

Enfin, la CPNEF a fait appel au cabinet CG conseil (cabinet d'ingénierie de la certification) pour établir une d'analyse sur les CQP et notamment sur leur pertinence pour faire face aux évolutions des compétences et pour répondre aux besoins actuels et futurs des entreprises (cf. annexe I « Note d'analyse sur la pertinence des CQP et CQPI en termes de compétences requises aujourd'hui et demain »).

Au regard de ces éléments, les parties signataires indiquent que ces certifications répondent, donc, exactement aux problématiques que la filière connaît sur les métiers en tension, émergents et « cœur de métiers ». Elles constituent un outil essentiel (et plus particulièrement vis-à-vis des salariés en activité partielle) limitant le risque d'obsolescence des compétences et augmentant l'employabilité des salariés.

Article 5

Niveau de qualification

Les partenaires sociaux conviennent de renvoyer à la CPNEF de l'IPC la définition du niveau qualification (selon la nouvelle nomenclature) des certifications visées à l'article 4 si celle-ci était nécessaire à la mise en œuvre de la Pro-A.

Article 6

Prise en charge

Article 6.1

Nature des frais pris en charge

Les frais pouvant être pris en charge sont les suivants :

- frais pédagogiques (couvrant notamment les enseignements généraux, professionnels et technologiques dispensés lors des actions de formations) ;
- frais de transport et d'hébergement ;
- la rémunération et les charges sociales légales et conventionnelles des salariés lors de leur formation.

Article 6.2

Niveau de prise en charge forfaitaire des frais pédagogiques ainsi que les frais de transport et d'hébergement

Les parties signataires conviennent de renvoyer à la CPNEF pour les salariés relevant de l'activité partielle et éligible au dispositif Pro-A la fixation des niveaux de prises charges forfaitaires des frais pédagogiques, ainsi que les frais de transport et d'hébergement.

(1) Étude sur les besoins en recrutement et formation/perspectives 2017-2020 dans l'inter secteur papier carton (IPC) Arthur Hunt consulting.

Article 6.3

Niveau de prise en charge forfaitaire de la rémunération et les charges sociales légales et conventionnelles des salariés en activité partielle lors de leur formation

La prise en charge de la rémunération et les charges sociales légales et conventionnelles des salariés se fait dans la limite du coût horaire du salaire minimum interprofessionnelle de croissance par heure et dans la limite du salaire maintenu (minoré de l'allocation d'activité partielle).

Article 6.4

Limites aux prises en charge (pédagogiques/transport/hébergement/rémunération et charges sociales)

Dans le cas où les fonds disponibles issus de la collecte des entreprises dans la branche seraient insuffisants en cours d'année, les montants pris en charge, ainsi que les conditions de prise en charge pourront être revus exceptionnellement par le conseil d'administration de l'OPCO 2i.

En outre, afin de garantir une mutualisation entre les entreprises, les parties signataires instaurent un plafond annuel de prise en charge total par entreprise : ce plafond est équivalent à 20 % de l'enveloppe totale disponible issue de la collecte annuelle opérée auprès des entreprises relevant du champ d'application du présent accord. Néanmoins, s'il s'avérait en fin d'année que les fonds disponibles issus de la collecte étaient supérieurs au total des prises en charges, la CPNEF de l'inter secteur papier carton pourrait demander à l'OPCO 2i de procéder à des prises en charge supplémentaires au bénéfice des entreprises s'étant vues appliquer le plafond annuel alors que sans celui-ci elles auraient pu bénéficier de prises en charges plus importantes. Dans cette dernière hypothèse, les versements supplémentaires décidés par la CPNEF se feront dans la limite :

- des prises en charge définies aux articles 6.2 et 6.3 du présent accord ;
- des fonds restant disponibles.

Article 7

Durée de la PRO-A

Conformément aux dispositions de l'article L. 6325-12 du code du travail, les parties signataires conviennent le plafond de 12 mois mentionnés à l'article L. 6325-11 du code du travail peut être porté à 24 mois pour les salariés en activité partielle.

Article 8

Durée des formations

Conformément aux dispositions de l'article L. 6325-14 du code du travail, les parties signataires conviennent le plafond de 25 % mentionné à l'article L. 6325-13 du code du travail n'est pas applicable aux salariés en activité partielle.

Article 9

Procédure de dépôt et d'extension

Le présent accord sera soumis à la procédure d'extension par la partie la plus diligente en application des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Dans le cadre de cette demande d'extension et conformément aux dispositions de l'article L. 2261-19 du code du travail, les parties signataires indiquent expressément que l'objet du présent accord ne justifie ou ne nécessite pas de mesures spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés ou un traitement différencié.

En application des dispositions des articles L. 2241-8 et L. 2241-17 du code du travail, les parties signataires indiquent expressément que l'objet du présent accord a pris en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Le présent accord pourra être révisé ou dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail.

Article 10

Date d'application de l'accord

Le présent accord entrera en vigueur à son extension.

Article 11

Durée de l'accord

Le présent avenant est conclu pour une durée déterminée jusqu'au 31 décembre 2020.

Fait à Paris, le 2 octobre 2019.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

NOTE D'ANALYSE DE LA PERTINENCE DES CQP PAPIER CARTON EN TERMES DE COMPÉTENCES REQUISES AUJOURD'HUI ET DEMAIN

Les entreprises de l'intersecteur du papier carton ⁽¹⁾

La branche comptabilise plus de 1 284 établissements en 2019 ⁽²⁾. La majorité (54 %) des salariés travaille dans des établissements de plus de 100 salariés.

La répartition des établissements par taille est la suivante :

- 8 % des établissements ont un effectif de moins de 10 salariés ;
- 23 % des établissements ont un effectif de 10 à 49 salariés ;
- 44 % des établissements ont un effectif de 50 à 249 salariés ;
- 25 % des établissements ont un effectif de plus de 250 salariés.

Les industries du papier carton emploient près de 70 000 salariés. 58 % des personnels travaillent dans les entreprises de la transformation du papier carton.

Les ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise, cibles principales des CQP papier carton, représentent près de 60 % des effectifs nationaux.

L'âge moyen est de 43,5 ans dans les industries du papier carton. 13,5 % de l'effectif sont âgés de moins de 30 ans et 34 % des salariés ont plus de 50 ans.

29,3 % de femmes dans la branche. Le ratio progresse lentement, les femmes représentant plus de 40 % des entrants. Le taux de féminisation diffère bien sûr selon les métiers et les secteurs d'activité ; elles sont notamment plus nombreuses dans le secteur des activités de distribution (44 %) ainsi que dans le secteur des instruments à écrire des industries connexes (50 %). Elles sont moins présentes dans les entreprises des activités de production et de transformation. Dans le secteur recherche et développement, elles représentent 28 % des salariés.

Le nombre d'entrées estimées (recrutement, intégration des salariés d'établissement rachetés par des groupes du secteur et les effectifs de création d'entreprise) est d'environ 5 400 entrées, dont près de la moitié en CDI. Ces nouveaux salariés devront être formés afin de développer les compétences techniques attendues pour la tenue de leur poste.

Les CQP papier carton

Dans ce contexte d'évolution des besoins en compétences des salariés et des entreprises de l'intersecteur papier carton, la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation (CPNEF de l'IPC) a engagé, depuis 2005, une politique de certification professionnelle basée sur la validation de compétences en situation professionnelle et en particulier sur la création et le développement de certificats de qualification professionnelle (CQP) spécifiques aux activités des entreprises de l'IPC.

Des études d'opportunité et des analyses des besoins des entreprises et des évolutions des métiers sont menées régulièrement afin d'analyser les besoins en compétences qui ne sont pas obligatoirement couverts par les certifications existantes.

Ces études permettent également d'identifier et d'analyser les évolutions des métiers et les liens entre les différents métiers ainsi que les passerelles avec d'autres certifications.

(1) Portrait de l'emploi dans l'intersecteur papier carton – Quadrat-Études – 2018.

(2) Site de l'observatoire de l'intersecteur papier carton.

Toute création de CQP ne doit en aucun cas interférer négativement avec les certifications et les diplômes existants dans la filière de formation de l'intersecteur papier carton.

Un état des lieux des pratiques des CQP dans les entreprises du secteur a été réalisé fin 2015.

Cet état des lieux a permis d'identifier des améliorations des référentiels CQP afin qu'ils puissent répondre aux évolutions des métiers mais également des modifications du dispositif d'évaluation et des outils associés.

Et en 2016, la branche de l'intersecteur papier carton a également réalisé une étude des besoins en recrutement et en formation ⁽¹⁾. Cette étude a permis d'analyser les besoins en compétences des salariés et des entreprises, les évolutions des métiers et des technologies.

Cette étude a conforté les résultats de l'état des lieux concernant les CQP papier carton.

Ces différentes études ont permis d'identifier :

- des besoins en compétences techniques plus importantes au regard de la technicité des équipements et des machines de production et de transformation (compétences de conduite ou de pilotage d'équipement, analyse de dysfonctionnements...) ;
- des besoins en compétences en lien avec le traitement des informations dans l'équipe pour tous les CQP et des compétences de coordination d'activités et de transmission de savoir-faire pour les CQP de conducteurs et de techniciens de maintenance ;
- des besoins en compétences plus importantes en lien avec les règles qualité, hygiène, sécurité, ergonomie et protection de l'environnement (QHSE) pour tous les salariés (l'analyse des risques liés aux activités en particulier).

Plus spécifiquement, pour le CQP concepteur(trice) d'emballage papier carton, des compétences de conduite de projet d'écoconception pour un emballage adapté aux besoins du client et de travail en mode participatif ont été identifiées et développées.

Suite à ces différentes études, est apparu le besoin de développer une certification sur les métiers de la fabrication d'énergie verte : le CQP papier carton opérateur bioénergie qui permet ainsi de reconnaître les compétences de conduite des opérateurs travaillant sur les chaudières biomasse, cogénération, régénération, métier d'avenir pour la transition énergétique.

En effet, les installations de pâte et papier représentent une industrie énergivore, qui a su, depuis de nombreuses années, optimiser très fortement sa consommation d'énergie et valoriser ses produits secondaires (déchets de bois, boues de désencrage, liqueur noire de cuisson du bois...) en énergie biosourcée. Les chaudières biomasse, cogénération ou régénération sont très répandues sur les sites papetiers (environ une cinquantaine en France) et requièrent des compétences de pilotage très spécifiques et de plus en plus qualifiées. Et il n'existe pas actuellement de diplôme correspondant.

La mise en œuvre des CQP papier carton/CQPI

À ce jour, la branche de l'intersecteur papier carton met en œuvre 9 CQP papier carton :

- CQP conducteur de machine à papier (papier carton) ;
- CQP aide conducteur/opérateur de machine à papier (papier carton) ;
- CQP opérateur de fabrication de pâtes (papier carton) ;
- CQP conducteur en transformation (papier carton) ;
- CQP aide conducteur/opérateur en transformation (papier carton) ;
- CQP opérateur bioénergie (papier carton) ;
- CQP technico-commercial (papier carton) ;
- CQP technicien de maintenance (papier carton) ;
- CQP concepteur d'emballages (papier carton).

(1) Étude des besoins en recrutement et formation – rapport Arthur Hunt consulting – décembre 2016.

La branche a également adhéré à la charte CQP interbranches et met en œuvre 7 CQPI :

- conducteur d'équipements industriels ;
- animateur d'équipe domaine industriel ;
- opérateur de maintenance industrielle ;
- agent logistique ;
- technicien de la qualité ;
- opérateur qualité ;
- assistant.

399 CQP papier carton/CQPI ont été délivrés en 2018.

En 2019, 220 CQP papier carton/CQPI ont été délivrés à ce jour.

Les compétences développées dans les CQP papier carton/CQPI

Les compétences développées dans les CQP papier carton ont été rédigées afin de permettre une adaptation et une contextualisation aux différentes situations et organisations des entreprises. Elles sont en lien avec un métier et non pas un poste de travail ou un équipement spécifique.

Les référentiels ainsi construits peuvent donc s'adapter aux différentes technologies existantes et leur évolution.

Les CQP papier carton permettent :

- aux nouveaux entrants dans le métier d'acquérir des compétences adaptées aux besoins des entreprises ;
- aux salariés déjà en poste de développer des compétences leur permettant de s'adapter à de nouvelles technologies.

Les référentiels CQP papier carton sont construits en bloc de compétences afin de permettre une modularisation et une individualisation des parcours des candidats au CQP, quel que soit le statut du candidat.

Des blocs de compétences communs, en lien avec le traitement des informations et le lien avec les règles QHSE ont été définis.

Ainsi des passerelles entre CQP papier carton sont définies et des possibilités de passerelles entre les métiers peuvent être facilitées.

(Voir tableau page suivantes.)

Les CQP Papier Carton

Couleur identique = blocs communs

Opérateur de fabrication de pâte	Conducteur de Machine à papier	Aide conducteur / Opérateur de Machine à papier	Conducteur en transformation	Aide conducteur / Opérateur en transformation	Technicien de maintenance	Concepteur d'emballages	Technico-commercial	Opérateur bioénergie
1 : Préparation de la production pour un sous-ensemble d'une installation de fabrication de pâte	1 : Organisation et préparation de la production pour une machine à papier	1 : Préparation de la production pour un sous-ensemble d'une machine à papier	1 : Organisation et préparation de la production pour une ligne ou un ensemble de sous-systèmes de transformation	1 : Préparation de la production pour un sous-système d'une ligne de transformation	2 : Organisation d'interventions	1 : Analyse des besoins du client	2 : Analyse des besoins du client	1 : Contrôle et surveillance des matières premières biosourcées et de l'installation de production d'énergie en continu
2 : Conduite d'un sous-ensemble d'une installation de fabrication de pâte dans le respect de la qualité du produit, des instructions et des consignes	2 : Pilotage d'une machine à papier dans le respect de la qualité du produit, des instructions et des consignes	2 : Conduite d'un sous-ensemble d'une machine à papier dans le respect de la qualité du produit, des instructions et des consignes	2 : Pilotage d'une ligne ou un ensemble de sous-systèmes de transformation dans le respect de la qualité du produit, des instructions et des consignes	2 : Conduite d'un sous-système d'une ligne de transformation dans le respect de la qualité du produit, des instructions et des consignes	1 : Diagnostic de dysfonctionnements sur des équipements pluri technologiques	2 : Conduite d'un projet d'écoconception graphique ou volumique adapté aux besoins du client	1 : Elaboration et suivi d'un plan d'actions commerciales	2 : Conduite de l'installation de production d'énergie dans le respect des instructions et des consignes
3 : Réalisation d'opérations de maintenance de premier niveau sur un sous-ensemble d'une installation de fabrication de pâte	3 : Identification, analyse des dysfonctionnements et réalisation d'interventions techniques sur une machine à papier (entretien, maintenance de premier niveau)	3 : Réalisation d'opérations de maintenance de premier niveau sur le sous-ensemble d'une machine à papier	3 : Identification, analyse des dysfonctionnements et réalisation d'interventions techniques sur une ligne de transformation (entretien, maintenance de premier niveau)	3 : Réalisation d'opérations de maintenance de premier niveau sur le sous-système du machine de transformation du papier carton	3 : Réalisation d'interventions de maintenance dans les domaines mécaniques, électriques, électroniques, hydrauliques ou pneumatiques	3 : Argumentation de la solution d'emballage proposée auprès du client	3 : Elaboration et argumentation d'une offre technique et commerciale adaptée aux besoins des clients dans le domaine du papier et carton	3 : Réalisation d'opérations de maintenance de premier niveau sur l'installation de production d'énergie conduite
4 : Communication et travail en équipe	4 : Communication et transmission de savoir-faire	4 : Communication et travail en équipe	4 : Communication et transmission de savoir-faire	4 : Communication et travail en équipe	4 : Communication et transmission de savoir-faire	4 : Communication avec différents interlocuteurs selon les médias appropriés	4 : Communication avec différents interlocuteurs selon les médias appropriés	4 : Communication et travail en équipe
5 : Mise en œuvre des règles du système QHSSE et d'actions d'amélioration dans son activité	5 : Mise en œuvre des règles du système QHSSE et d'actions d'amélioration dans son activité	5 : Mise en œuvre des règles du système QHSSE et d'actions d'amélioration dans son activité	5 : Mise en œuvre des règles du système QHSSE et d'actions d'amélioration dans son activité	5 : Mise en œuvre des règles du système QHSSE et d'actions d'amélioration dans son activité	5 : Mise en œuvre des règles du système QHSSE dans toute activité et conduite d'une action d'amélioration	5 : Mise en œuvre des règles du système QHSSE et d'actions d'amélioration dans son activité	5 : Traitement des réclamations des clients et identification des points d'amélioration	5 : Mise en œuvre des règles du système QHSSE et d'actions d'amélioration dans son activité

Les CQP papier carton sont adaptés aux besoins des entreprises. Ils développent des compétences spécifiques et critiques dans les entreprises.

Ils sont construits afin de permettre une mise en œuvre adaptée aux salariés en poste afin de développer ces compétences tout au long de leur parcours professionnel ainsi qu'aux nouveaux entrants dans le secteur.